

SITUATION PROVISOIRE

BULLETIN MENSUEL DE STATISTIQUES DES FINANCES PUBLIQUES

DÉCEMBRE
2021

PRINCIPALES TENDANCES

A fin décembre 2021 et en comparaison avec la même période de 2020, l'exécution de la loi de finances, sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, laisse apparaître les principales évolutions ci-après :

Au niveau des recettes

Une augmentation des recettes brutes de 4,7%, provenant de :

1- la hausse des recettes douanières nettes de 23,8%, compte tenu de remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux de 121 MDH à fin décembre 2021 contre 117 MDH un an auparavant :

- droits de douane (+26,4%), compte tenu de remboursements de 26 MDH à fin décembre 2021 contre 17 MDH un an auparavant. A fin décembre 2020, les droits de douane avaient diminué de 2,2% par rapport à leur niveau à fin décembre 2019, soit -206 MDH (9.373 MDH contre 9.579 MDH) ;
- TVA à l'importation (+24,6%), compte tenu de remboursements de 7 MDH à fin décembre 2021 contre 16 MDH un an auparavant. A fin décembre 2020, la TVA à l'importation avait enregistré une baisse de 10,6% par rapport à son niveau à fin décembre 2019, soit -4.038 MDH (34.033 MDH contre 38.071 MDH) ;
- taxe intérieure de consommation (TIC) sur les produits énergétiques (+20,1%), compte tenu de remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux de 84 MDH à fin décembre 2021 contre 73 MDH un an auparavant. A fin décembre 2020, la TIC sur les produits énergétiques avait enregistré une baisse de 14,3% par rapport à son niveau à fin décembre 2019, soit -2.335 MDH (13.966 MDH contre 16.301 MDH) ;

2- la hausse de la TIC sur les tabacs manufacturés (+5,9%) et des autres TIC (+24,1%). A fin décembre 2020, la TIC sur les tabacs manufacturés avait baissé de 1,8% par rapport à son niveau à fin décembre 2019, soit -208 MDH (11.121 MDH contre 11.329 MDH) ;

3- la hausse des recettes nettes de la fiscalité domestique de 0,9%, compte tenu de remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux supportés par le budget général qui ont été de 9.627 MDH à fin décembre 2021 contre 7.996 MDH un an auparavant :

- l'IS a enregistré une baisse de 8,8%, compte tenu de restitutions qui ont été de 372 MDH à fin décembre 2021 contre 505 MDH un an auparavant, étant précisé qu'à fin décembre 2020, les demandes de restitution de l'IS ont été de 4,5 MMDH.

A fin décembre 2021, la contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et les revenus, instituée par la loi de finances 2021, a rapporté 4 MMDH imputés au compte d'affectation spéciale intitulé « Fonds d'appui à la protection sociale et à la cohésion sociale », alors qu'à fin décembre 2020, la contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires, instituée par la loi de finances 2019, a généré des recettes de 2,2 MMDH imputés au budget général.

- l'IR (+10%), compte tenu de restitutions qui ont été de 222 MDH à fin décembre 2021 contre 115 MDH un an auparavant. Les recettes de l'IR sur profits immobiliers ont connu une hausse de 66,3% par rapport à leur niveau de fin décembre 2020. A fin décembre 2020, l'IR avait enregistré une diminution de 6,4% par rapport à son niveau à fin décembre 2019, soit -2.753 MDH (40.280 MDH contre 43.033 MDH).

Les recettes de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP) relevant de la Trésorerie Générale du Royaume ont enregistré une hausse de 8,7%.

- la TVA à l'intérieur (+3,8%), compte tenu des remboursements supportés par le budget général qui ont été de 8.848 MDH à fin décembre 2021 contre 7.286 MDH un an auparavant, étant précisé qu'à fin décembre 2020, les arriérés de remboursement de TVA ont été de 42,2 MMDH. A fin décembre 2020, la TVA à l'intérieur avait baissé de 0,5% par rapport à son niveau à fin décembre 2019, soit -148 MDH (28.982 MDH contre 29.130 MDH).

A fin décembre 2021, les remboursements de TVA à l'intérieur (y compris la part supportée par les collectivités territoriales) ont été de 12.645 MDH contre 10.411 MDH un an auparavant ;

- les droits d'enregistrement et de timbre ont été de 15.811 MDH à fin décembre 2021 contre 13.250 MDH un an auparavant, en augmentation de 19,3% ou +2.561 MDH. A fin décembre 2020, les droits d'enregistrement et de timbre avaient enregistré une baisse de 11,4% par rapport à leur niveau à fin décembre 2019, soit -1.698 MDH (13.250 MDH contre 14.948 MDH).
- les majorations de retard (+22,5%), résultant de recettes brutes de 1.641 MDH contre 1.279 MDH et de dégrèvements de 185 MDH à fin décembre 2021 contre 90 MDH un an auparavant. A fin décembre 2020, les majorations de retard avaient enregistré une diminution de 46,4% par rapport à leur niveau à fin décembre 2019, soit -1.108 MDH (1.279 MDH contre 2.387 MDH).

4- la baisse des recettes non fiscales de 13,4% en raison notamment de la diminution des versements des comptes spéciaux du Trésor au profit du budget général (12.720 MDH contre 20.323 MDH) et des fonds de concours (1.518 MDH contre 7.197 MDH), conjuguée à la rentrée de 5,4 MMDH au titre de la privatisation et des produits de cession des participations de l'Etat, à l'augmentation des recettes de monopoles (10,7 MMDH contre 9,6 MMDH) et des recettes gazoduc (763 MDH contre 455 MDH).

Au niveau des dépenses

1- un taux d'engagement global des dépenses de 86% et un taux d'émission sur engagements de 92%, contre respectivement 86% et 93% un an auparavant ;

2- une augmentation des dépenses ordinaires de 6% provenant de :

- la hausse de 5,8% des dépenses de biens et services, due à la hausse de 5,2% des dépenses de personnel et de 7,2% des autres dépenses de biens et services ;
- la diminution de 0,2% des charges en intérêts de la dette ;
- la hausse de 14,3% des émissions de la compensation ;
- l'augmentation de 20,2% des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux.

Le montant global des remboursements de TVA à l'intérieur et à l'importation (y compris la part supportée par les collectivités territoriales) est de 12.655 MDH contre 10.434 MDH à fin décembre 2020.

3- une baisse des dépenses d'investissement émises de 8,5%, passant de 89,9 MMDH à fin décembre 2020 à 82,3 MMDH à fin décembre 2021, en raison de la diminution de 26,5% des dépenses des charges communes et de l'augmentation de 9,9% des dépenses des ministères.

Soldes du Trésor

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, l'exécution de la loi de finances fait ressortir :

- un solde ordinaire positif de 2,9 MMDH contre un solde ordinaire positif de 5,7 MMDH un an auparavant;
- un déficit du Trésor de 63,6 MMDH, compte tenu d'un solde positif de 15,8 MMDH dégagé par les comptes spéciaux du Trésor (CST) et les services de l'Etat gérés de manière autonome (SEGMA), contre un déficit du Trésor de 82 MMDH à fin décembre 2020 compte tenu d'un solde positif de 2,2 MMDH dégagé par les CST et les SEGMA.

SITUATION DES CHARGES ET RESSOURCES DU TRESOR

(Hors TVA des collectivités territoriales) En millions de dirhams

	Décembre 2020	LF 2021	Décembre 2021	Taux de réalisation	Variation en %
1- RECETTES ORDINAIRES	249 318	226 922	261 077	115,1%	4,7%
1.1- Recettes fiscales⁽¹⁾ :	206 007	201 892	223 552	110,7%	8,5%
Impôts directs	93 361	80 712	91 195	113,0%	-2,3%
Impôts indirects	90 023	95 604	104 694	109,5%	16,3%
Droits de douane	9 373	10 837	11 852	109,4%	26,4%
Droits d'enregistrement et de timbre	13 250	14 739	15 811	107,3%	19,3%
1.2- Recettes non fiscales :	43 311	25 030	37 525	149,9%	-13,4%
Monopole et participations	9 601	17 118	10 704	62,5%	11,5%
Privatisation	0	4 000	5 416	135,4%	
Domaine	335	255	462	181,2%	37,9%
Autres recettes ⁽²⁾	33 375	3 657	20 943	572,7%	-37,2%
2- DEPENSES ORDINAIRES⁽³⁾	243 630	254 253	258 216	101,6%	6,0%
2.1- Biens et services :	195 052	205 721	206 393	100,3%	5,8%
Personnel	133 530	139 863	140 456	100,4%	5,2%
Autres biens et services ⁽³⁾	61 522	65 858	65 937	100,1%	7,2%
2.2- Intérêts de la dette :	28 720	28 678	28 649	99,9%	-0,2%
Intérieure	24 673	24 660	24 135	97,9%	-2,2%
Extérieure	4 047	4 018	4 514	112,3%	11,5%
2.3- Compensation⁽³⁾	11 745	13 540	13 426	99,2%	14,3%
2.4- Rembours. dégrèv. et restitut. fiscaux⁽⁴⁾	8 113	6 314	9 748	154,4%	20,2%
3- SOLDE ORDINAIRE	5 688	-27 331	2 861		
4- INVESTISSEMENT⁽³⁾	89 915	77 202	82 268	106,6%	-8,5%
5- SOLDE DES COMPTES SPECIAUX DU TRESOR	2 340	916	15 701		
6- SOLDE DES SEGMA	-130	0	124		
7- DEFICIT/EXCEDENT GLOBAL⁽⁵⁾	-82 017	-103 617	-63 581		
8- VARIATION DES INSTANCES	14 430	0	-12 040		
9- BESOIN / EXCEDENT DE FINANCEMENT	-67 587	-103 617	-75 621		
10- FINANCEMENT INTERIEUR :	25 053	67 766	68 232		
Dont :					
Adjudications	43 580		45 891		
Dépôts au Trésor	-6 916		14 543		
Compte courant à BAM	-4 185		984		
11- FINANCEMENT EXTERIEUR :	42 534	35 851	7 389		
Tirages et dons	62 603	42 500	17 726		
Amortissement	-20 069	-6 649	-10 337		

(1) les recettes fiscales sont présentées pour leur montant brut, compte non tenu du montant émis au titre des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi organique relative à la loi de finances. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux figurent parmi les dépenses de fonctionnement du budget général et les dépenses des CST concernés.

(2) les autres recettes se composent des fonds de concours, des recettes en atténuation de dépenses de la dette, de la redevance gazoduc et des recettes diverses des différents ministères.

(3) les dépenses sont présentées sur la base des émissions (ordonnances ou mandats visés par les comptables assignataires, conformément aux dispositions de l'article 32 de la loi organique relative à la loi de finances). Les autres biens et services regroupent les dépenses de matériel et les charges communes de fonctionnement hors dépenses de compensation.

(4) les remboursements, dégrèvements et restitutions concernent l'ensemble de la fiscalité domestique et douanière (cf. détail à la page 10).

(5) tel qu'il ressort des recettes prévues et des crédits ouverts par la loi de finances pour l'année 2021.

RECETTES ORDINAIRES

	Décembre 2020	LF 2021	Décembre 2021	Taux de réalisation	Variation en %
RECETTES FISCALES⁽¹⁾	206 007	201 892	223 552	110,7%	8,5%
IMPÔTS DIRECTS	93 361	80 712	91 195	113,0%	-2,3%
<i>Taxe Professionnelle⁽²⁾</i>	262	69	149	215,9%	-43,1%
<i>Impôt sur les Sociétés</i>	49 283	38 672	44 861	116,0%	-9,0%
<i>Impôt sur le Revenu</i>	40 280	39 880	44 385	111,3%	10,2%
<i>Taxe d'Habitation⁽²⁾</i>	26	34	19	55,9%	-26,9%
<i>Contribution Sociale de Solidarité sur les bénéficiaires</i>	2 207	0	106		-95,2%
<i>Majorations de retard</i>	1 279	1 997	1 641	82,2%	28,3%
<i>Autres⁽³⁾</i>	24	60	34	56,7%	41,7%
DROITS DE DOUANE^(*)	9 373	10 837	11 852	109,4%	26,4%
IMPÔTS INDIRECTS	90 023	95 604	104 694	109,5%	16,3%
TAXES INTERIEURES DE CONSOMMATION^(*) :	27 008	29 094	30 934	106,3%	14,5%
<i>Tabacs manufacturés^(*)</i>	11 121	11 211	11 772	105,0%	5,9%
<i>Produits énergétiques^(*)</i>	13 966	15 950	16 775	105,2%	20,1%
<i>Autres^(*)</i>	1 921	1 933	2 387	123,5%	24,3%
TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE :	63 015	66 510	73 760	110,9%	17,1%
<i>à l'intérieur</i>	28 982	30 270	31 378	103,7%	8,3%
<i>à l'importation^(*)</i>	34 033	36 240	42 382	116,9%	24,5%
DROITS D'ENREGISTREMENT ET TIMBRE	13 250	14 739	15 811	107,3%	19,3%
RECETTES NON FISCALES	43 311	25 030	37 525	149,9%	-13,4%
<i>Domaine</i>	335	255	462	181,2%	37,9%
<i>Monopoles et participations</i>	9 601	17 118	10 704	62,5%	11,5%
<i>Privatisation⁽⁴⁾</i>	0	4 000	5 416	135,4%	
<i>Fonds de concours et dons</i>	7 197	0	1 518		-78,9%
<i>Recettes en atténuation de dépenses de la dette</i>	1 526	1 000	1 716	171,6%	12,5%
<i>Redevance gazoduc^(*)</i>	455	0	763		67,7%
<i>Recettes diverses⁽⁵⁾</i>	24 197	2 657	16 946	637,8%	-30,0%
TOTAL DES RECETTES ORDINAIRES	249 318	226 922	261 077	115,1%	4,7%

(1) les recettes fiscales sont présentées pour leur montant brut, compte non tenu du montant émis au titre des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, conformément aux dispositions de l'article 14 de la loi organique relative à la loi de finances. Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux figurent parmi les dépenses de fonctionnement du budget général et des CST concernés.

(2) il s'agit de la part de l'Etat dans le produit de la taxe professionnelle et de la taxe d'habitation.

(3) les autres impôts directs se composent pour l'essentiel de la taxe de licence sur les débits de boissons.

(4) « Produits de cession des participations de l'Etat » rubrique 1100013000860060 du budget général.

(5) les recettes diverses sont constituées des recettes des différents ministères notamment les amendes transactionnelles et forfaitaires, les droits de chancellerie, etc... A partir de 2016, les recettes diverses tiennent compte des versements de certains CST et SEGMA au budget général, en application des dispositions de la loi organique relative à la loi de finances qui interdit les versements entre SEGMA et entre SEGMA et CST (article 22), entre CST et entre CST et SEGMA (article 27). Des versements peuvent être effectués au profit du budget général à partir des SEGMA et des CST (articles 22 et 27).

(*) A compter du 1^{er} janvier 2019, les données de l'Administration des Douanes et Impôts Indirects (ADII) sont présentées sur la base des recettes encaissées conformément aux dispositions de la loi organique relative à la loi de finances (article 32).

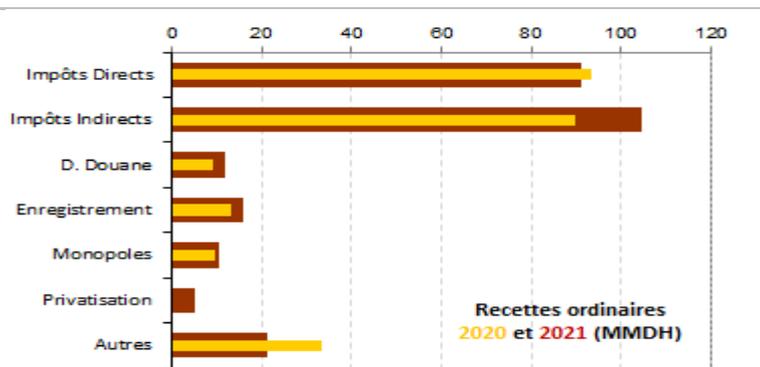
La situation **provisoire** des charges et ressources du Trésor arrêtée à fin décembre 2021 laisse apparaître une hausse des recettes ordinaires brutes de 4,7% et des dépenses ordinaires émises de 6% dégageant ainsi un solde ordinaire positif de 2,9 MMDH.

Compte tenu d'un besoin de financement de 75,6 MMDH et d'un flux net positif du financement extérieur de 7,4 MMDH, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 68,2 MMDH.

1-RECETTES ORDINAIRES

Les recettes ordinaires brutes¹ se sont établies à 261,1 MMDH contre 249,3 MMDH à fin décembre 2020, en hausse de 4,7% ou +11,8 MMDH.

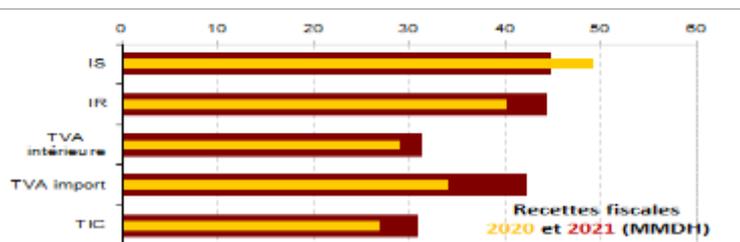
Ceci s'explique par la hausse des droits de douane de 26,4%, des impôts indirects de 16,3% et des droits d'enregistrement et de timbre de 19,3%, conjuguée à la diminution des impôts directs de 2,3% et des recettes non fiscales de 13,4%.



1.1- RECETTES FISCALES

Les recettes fiscales brutes ont été de 223,6 MMDH contre 206 MMDH à fin décembre 2020, en augmentation de 8,5% ou +17,5 MMDH.

L'évolution des recettes fiscales résulte de la hausse des recettes douanières de 23,8% et de la fiscalité domestique de 2,1%.



1.1.1-RECETTES DOUANIERES²

Les recettes douanières nettes (droits de douane, TVA à l'importation et TIC sur les produits énergétiques) ont été de 70.892 MDH à fin décembre 2021 contre 57.266 MDH un an auparavant, en hausse de 23,8% ou +13.626 MDH par rapport à leur niveau à fin décembre 2020, compte tenu de remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux de 121 MDH à fin décembre 2021 contre 117 MDH un an auparavant.

Les recettes douanières brutes ont été de 71.009 MDH à fin décembre 2021 contre 57.372 MDH un an auparavant, en hausse de 23,8% ou +13.637 MDH par rapport à leur niveau à fin décembre 2020.

- Droits de douane

Les recettes nettes des droits de douane réalisées à fin décembre 2021 ont atteint 11.826 MDH contre 9.356 MDH un an auparavant, soit une hausse de 26,4% ou +2.470 MDH, compte tenu de remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux de 26 MDH contre 17 MDH à fin décembre 2020. A fin décembre 2020, les droits de douane ont diminué de 2,2% par rapport à leur niveau à fin décembre 2019, soit -206 MDH (9.373 MDH contre 9.579 MDH).

- TVA à l'importation

Les recettes nettes provenant de la TVA à l'importation se sont établies à 42.375 MDH à fin décembre 2021 contre 34.017 MDH à fin décembre 2020, enregistrant une hausse de 24,6% ou +8.358 MDH. Les remboursements de la TVA à l'importation ont été de 7 MDH à fin décembre 2021 contre 16 MDH un an auparavant. A fin décembre 2020, la TVA à l'importation avait enregistré une baisse de 10,6% par rapport à son niveau à fin décembre 2019, soit -4.038 MDH (34.033 MDH contre 38.071 MDH).

La TVA sur les produits énergétiques a enregistré une hausse de 43% ou +2.157 MDH et celle sur les autres produits une augmentation de 21,4% ou +6.201 MDH.

- TIC sur les produits énergétiques

Les recettes nettes de la TIC sur les produits énergétiques ont atteint 16.691 MDH contre 13.893 MDH, en augmentation de 20,1% par rapport à leur niveau de fin décembre 2020 ou +2.798 MDH, compte tenu de remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux de 84 MDH à fin décembre 2021 contre 73 MDH un an auparavant.

¹ Il s'agit des recettes brutes, compte non tenu des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux.

² A compter du 1^{er} janvier 2019, les données de l'Administration des Douanes et Impôts Indirects (ADII) sont présentées sur la base des recettes encaissées conformément aux dispositions de la loi organique relative à la loi de finances (article 32).

A fin décembre 2020, la TIC sur les produits énergétiques avait enregistré une baisse de 14,3% par rapport à son niveau à fin décembre 2019, soit -2.335 MDH (13.966 MDH contre 16.301 MDH).

Les recettes brutes de la TIC sur les produits énergétiques ont été de 16.775 MDH contre 13.966 MDH, en hausse de 20,1% par rapport à leur niveau de fin décembre 2020 ou +2.809 MDH.

1.1.2- FISCALITE DOMESTIQUE

Les recettes nettes³ réalisées au titre de la fiscalité domestique se sont établies à 128,8 MMDH à fin décembre 2021 contre 127,6 MMDH à fin décembre 2020, en hausse de 0,9% ou +1.160 MDH, compte tenu des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux supportés par le budget général de 9.627 MDH à fin décembre 2021 contre 7.996 MDH un an auparavant.

Les recettes brutes de la fiscalité domestique ont été de 138,4 MMDH à fin décembre 2021 contre 135,6 MMDH à fin décembre 2020, soit une hausse de 2,1% ou +2.791 MDH.

- Impôt sur les sociétés

Les recettes nettes de l'impôt sur les sociétés ont été de 44.489 MDH à fin décembre 2021 contre 48.778 MDH un an auparavant, en baisse de 8,8% ou -4.289 MDH, compte tenu de restitutions qui ont été de 372 MDH à fin décembre 2021 contre 505 MDH un an auparavant, étant précisé qu'à fin décembre 2020, les demandes de restitution de l'IS ont été de 4,5 MMDH⁴.

Les recettes brutes de l'IS ont été de 44.861 MDH à fin décembre 2021 contre 49.283 MDH à fin décembre 2020, en diminution de 9% ou -4.422 MDH.

- Impôt sur le revenu

Les recettes nettes de l'IR à fin décembre 2021 ont enregistré une hausse de 10% par rapport à leur niveau à fin décembre 2020 (44.163 MDH contre 40.165 MDH), soit +3.998 MDH, compte tenu de restitutions de 222 MDH contre 115 MDH un an auparavant. A fin décembre 2020, l'IR avait enregistré une diminution de 6,4% par rapport à son niveau à fin décembre 2019, soit -2.753 MDH (40.280 MDH contre 43.033 MDH).

Les recettes de l'IR sur profits immobiliers ont connu une augmentation de 66,3% ou +1.761 MDH par rapport à leur niveau de 2020 (4.417 MDH contre 2.656 MDH). A fin décembre 2020, l'IR sur profits immobiliers avait diminué de 24,2% par rapport à son niveau à fin décembre 2019, soit -846 MDH (2.656 MDH contre 3.502 MDH).

Les recettes de l'IR prélevé par la Direction des Dépenses de Personnel (DDP) relevant de la Trésorerie Générale du Royaume ont enregistré un accroissement de 8,7% ou +774 MDH.

Recettes brutes de l'Impôt sur le Revenu			
	2020	2021	Evolution en %
IR total	40 280	44 385	10,2%
dont IR prélevé par la DDP	8 911	9 685	8,7%

- Contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires⁵

A fin décembre 2021, les recettes au titre de la contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires ont été de 106 MDH contre 2.207 MDH un an auparavant.

- TVA à l'intérieur

Les recettes nettes générées par la TVA à l'intérieur à fin décembre 2021 se sont établies à 22.530 MDH contre 21.696 MDH à fin décembre 2020, en hausse de 3,8% ou +834 MDH, compte tenu des remboursements supportés par le budget général qui ont été de 8.848 MDH à fin décembre 2021 contre 7.286 MDH un an auparavant, étant précisé qu'à fin décembre 2020, les arriérés de remboursement de TVA ont été de 42,2 MMDH⁶. A fin décembre 2020, la TVA à l'intérieur avait baissé de 0,5% par rapport à son niveau à fin décembre 2019, soit -148 MDH (28.982 MDH contre 29.130 MDH).

³ Il s'agit des recettes brutes diminuées des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux.

⁴ Données de la Direction Générale des Impôts.

⁵ Il s'agit de la contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires instituée par la loi de finances 2019 et imputée au budget général.

⁶ Données de la Direction Générale des Impôts.

Les recettes brutes de la TVA à l'intérieur ont été de 31.378 MDH contre 28.982 MDH un an auparavant, en hausse de 8,3% ou +2.396 MDH.

Le montant global des remboursements de TVA à l'intérieur a été de 12.645 MDH à fin décembre 2021 contre 10.411 MDH à fin décembre 2020, soit +2.234 MDH. Les remboursements de TVA (12.645 MDH) sont imputés à raison de 70% au budget général, soit 8.848 MDH, et de 30% au compte d'affectation spéciale « Part des collectivités territoriales dans le produit de la TVA », soit 3.792 MDH.

- Droits d'enregistrement et de timbre

Les recettes provenant des droits d'enregistrement et de timbre ont été de 15.811 MDH à fin décembre 2021 contre 13.250 MDH un an auparavant, soit une augmentation de 19,3% ou +2.561 MDH. A fin décembre 2020, les droits d'enregistrement et de timbre avaient enregistré une baisse de 11,4% par rapport à leur niveau à fin décembre 2019, soit -1.698 MDH (13.250 MDH contre 14.948 MDH).

- Majorations de retard

Les recettes nettes au titre des majorations de retard ont enregistré une hausse de 22,5%, résultant de recettes brutes de 1.641 MDH contre 1.279 MDH et de dégrèvements de 185 MDH à fin décembre 2021 contre 90 MDH un an auparavant. A fin décembre 2020, les majorations de retard avaient enregistré une diminution de 46,4% par rapport à leur niveau à fin décembre 2019, soit -1.108 MDH (1.279 MDH contre 2.387 MDH).

- Autres impôts directs

Les autres impôts directs (part du budget général dans le produit de la taxe professionnelle et de la taxe d'habitation, taxe de licence, ...) ont été de 202 MDH contre 312 MDH, en baisse de 35,3% ou -110 MDH.

1.2-RECETTES NON FISCALES

Les recettes non fiscales ont été de 37,5 MMDH contre 43,3 MMDH un an auparavant, en baisse de 13,4% ou -5,8 MMDH, en raison notamment de la diminution des versements des comptes spéciaux du Trésor au profit du budget général (12,7 MMDH contre 20,3 MMDH) et des fonds de concours (1.518 MDH contre 7.197 MDH), conjuguée à la rentrée de 5,4 MMDH au titre de la privatisation et des produits de cession des participations de l'Etat, à l'augmentation des recettes de monopoles (10.704 MDH contre 9.601 MDH), des recettes en atténuation de dépenses de la dette (1.716 MDH contre 1.526 MDH) et de la redevance gazoduc (763 MDH contre 455 MDH).

- Monopoles et participations

Les recettes des monopoles et participations ont été de 10.704 MDH à fin décembre 2021 contre 9.601 MDH à fin décembre 2020, en hausse de 11,5% ou +1.103 MDH.

Ces recettes ont été versées notamment par l'OCP (4,1 MMDH contre 3,6 MMDH), l'Agence de la conservation foncière (3,8 MMDH contre 2 MMDH), Bank Al-Maghrib (994 MDH contre 1.098 MDH) et Maroc Télécom (659 MDH contre 911 MDH).

Produit des monopoles et participations				
	2020	LF 2021	2021	Taux de réalis.
B.A.M	1 098	1 003	994	99,1%
I.A.M	911	1 178	659	55,9%
O.C.P	3 600	4 100	4 101	100,0%
ANCFCC	2 000	3 280	3 800	115,9%
Autres	1 992	7 557	1 150	15,2%
TOTAL	9 601	17 118	10 704	62,5%

- Privatisation⁷

A fin décembre 2021, les recettes de privatisation et des produits de cession des participations de l'Etat ont été de 5.416 MDH, représentant la cession d'une partie de la participation de l'Etat dans le capital de Marsa Maroc pour 5.306 MDH et de la totalité de la participation de l'Etat dans le capital de la société « Foncière Université Internationale de Rabat » pour 110 MDH.

- Autres recettes non fiscales

Les autres recettes non fiscales ont enregistré une diminution de 37,2%, due pour l'essentiel à la baisse des versements des comptes spéciaux du Trésor au profit du budget général (12,7 MMDH contre 20,3 MMDH) et des fonds de concours (1.518 MDH contre 7.197 MDH).

Structure des recettes ordinaires nettes

A fin décembre 2021, les dix principales natures de recettes nettes ci-après représentent 90,5% du total des recettes ordinaires. Avec des recettes de 64,9 MMDH, la TVA constitue la première source de recettes du budget général de l'Etat.

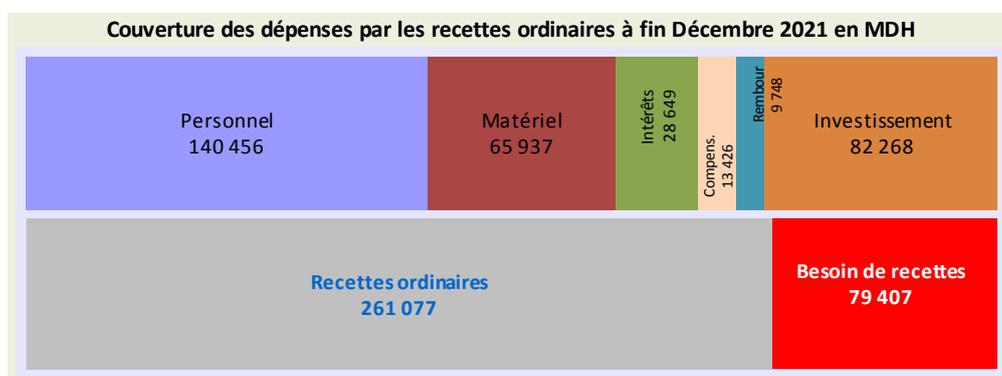
⁷ « Produits de cession des participations de l'Etat » rubrique 1100013000860060 du budget général

Principales natures de recettes nettes du budget général à fin Décembre 2021

	Nature	Recettes ordinaires en millions DH	Evol en %	Structure
1	Taxe sur la valeur ajoutée	64 905	▲ 16,5%	25,8%
	- à l'importation	42 375	▲ 24,6%	16,9%
	- à l'intérieur	22 530	▲ 3,8%	9,0%
2	Impôt sur les sociétés	44 489	▼ 8,8%	17,7%
3	Impôt sur le revenu	44 163	▲ 10,0%	17,6%
4	TIC prod. énergétiques	16 691	▲ 20,1%	6,6%
5	Droits d'enregistrement	15 811	▲ 19,3%	6,3%
6	Droits de douane	11 826	▲ 26,4%	4,7%
7	TIC tabacs manufacturés	11 771	▲ 5,9%	4,7%
8	Monopoles	10 704	▲ 11,5%	4,3%
9	Privatisation	5 416		2,2%
10	Recettes en atténuation de dépenses	1 716	▲ 12,5%	0,7%

Couverture des dépenses par les recettes ordinaires

A fin décembre 2021, le taux de couverture des dépenses ordinaires par les recettes ordinaires a été de 101,1% contre 102,2% un an auparavant. Ainsi, à fin décembre 2021, 53,8% de ces recettes ont été consacrées aux dépenses de personnel, 25,3% aux dépenses de matériel, 11% aux intérêts de la dette, 5,1% aux émissions de la compensation et 3,7% aux remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux.



Ainsi, une partie des dépenses émises au titre du budget général de l'Etat a été financée principalement par le recours à l'emprunt.

2- DEPENSES

Sur la base des émissions (ordonnances ou mandats visés), l'exécution des dépenses de l'Etat se présente comme suit :

2.1- ENGAGEMENTS

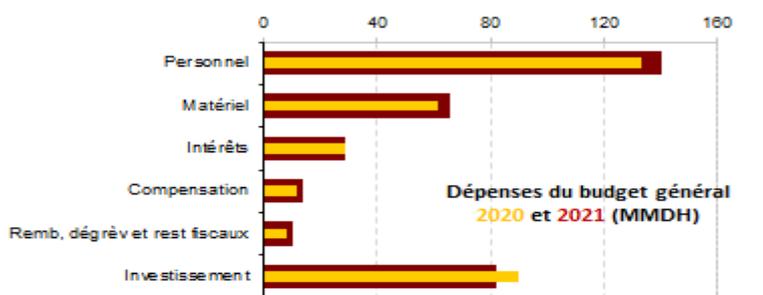
A fin décembre 2021, les engagements de dépenses, y compris celles non soumises au visa préalable d'engagement, se sont élevés à 549 MMDH, représentant un taux global d'engagement de 86%, soit le même niveau qu'à fin décembre 2020. Le taux d'émission sur engagements a été de 92% contre 93% un an auparavant.

	Situation des engagements ^(*) de dépenses 2021				
	Crédits Disponibles	Engagements	Emissions	Taux d'engagement	Taux d'émission sur engagement
	1	2	3	(2) / (1)	(3) / (2)
Fonctionnement	228 920	229 816	229 567	100%	100%
Investissement	99 603	94 104	82 268	94%	87%
C.S.T	230 360	143 675	113 963	62%	79%
SEGMA	5 379	3 326	2 433	62%	73%
Dette	77 663	78 078	78 078	101%	100%
TOTAL	641 925	548 999	506 309	86%	92%

(*) Intégrant des émissions non soumises à engagement (personnel, dette, ...)

2.2- DEPENSES DU BUDGET GENERAL

Les dépenses émises au titre du budget général ont été de 389,9 MMDH à fin décembre 2021, en diminution de 3,1% par rapport à leur niveau à fin décembre 2020, en raison de la baisse de 8,5% des dépenses d'investissement et de 19,9% des charges de la dette budgétisée⁸, conjuguée à la hausse de 6,8% des dépenses de fonctionnement.



DEPENSES EMISES AU TITRE DU BUDGET GENERAL					
	2020	LF 2021	2021	Réalisé	Variation
Fonctionnement	214 910	225 576	229 567	102%	6,8%
Investissement	89 915	77 202	82 268	107%	-8,5%
Dette	97 419	77 663	78 078	101%	-19,9%
TOTAL	402 244	380 441	389 913	102%	-3,1%

La diminution des charges de la dette budgétisée de 19,9% s'explique par la baisse de 28% des remboursements du principal (49,4 MMDH contre 68,7 MMDH) et de 0,2% des intérêts de la dette (28,6 MMDH contre 28,7 MMDH).

2.2.1- FONCTIONNEMENT

Les dépenses de fonctionnement émises ont été de 229,6 MMDH, dont 140,5 MMDH ont concerné les traitements et salaires qui enregistrent une hausse de 5,2%. Les dépenses de matériel ont augmenté de 9,8% (54,9 MMDH contre 50 MMDH) et les dépenses des charges communes de 5,2% (24,5 MMDH contre 23,3 MMDH) en raison notamment de l'accroissement de 14,3% des émissions de la compensation (13,4 MMDH contre 11,7 MMDH).

La part du budget général dans les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux a augmenté de 20,2% en raison de la hausse des remboursements de la TVA à l'intérieur (8.848 MDH contre 7.286 MDH).

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT DU BUDGET GENERAL					
	2020	LF 2021	2021	Réalisé	Variation
Personnel	133 530	139 863	140 456	100%	5,2%
Matériel	49 971	50 702	54 860	108%	9,8%
Charges communes	23 296	24 547	24 503	100%	5,2%
dont compensation	11 745	13 450	13 426	100%	14,3%
Dépenses imprévues		4 150			
Remb, dégr, rest fiscaux	8 113	6 314	9 748	154%	20,2%
TOTAL	214 910	225 576	229 567	102%	6,8%

Le montant des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux imputé au budget général a augmenté de 20,2% en raison notamment de la hausse 1.562 MDH des remboursements de la TVA intérieure et de la baisse de 133 MDH des restitutions de l'IS, étant précisé que les arriérés de remboursement de la TVA et les demandes de restitution de l'IS ont été respectivement, de 42,2 MMDH et de 4,5 MMDH à fin décembre 2020.

Dépenses de personnel

Les salaires servis par la TGR à fin décembre 2021 se sont établis à 140,5 MMDH contre 133,5 MMDH, en hausse de 5,2% par rapport à leur niveau de fin décembre 2020 ou +6.926 MDH. Les salaires servis par la DDP ont été de 122 MMDH, en hausse de 5,4%, en raison de l'augmentation de la masse salariale structurelle de 2,9% et des rappels de 92,7% (6.187 MDH contre 3.210 MDH).

Autres biens et services

Les émissions au titre des autres biens et services ont été de 65,9 MMDH, en hausse de 7,2% ou +4.415 MDH. Ces dépenses tiennent compte des transferts au profit de divers établissements et entreprises publics (30 MMDH contre 26 MMDH) et des comptes spéciaux du Trésor (6,4 MMDH contre 8,2 MMDH).

⁸ Dette dont la maturité est égale ou supérieure à 5 ans.

Intérêts de la dette

Les charges en intérêts de la dette ont été de 28.649 MDH à fin décembre 2021 contre 28.720 MDH à fin décembre 2020, en baisse de 0,2% ou -71 MDH. Cette diminution s'explique par la baisse des charges en intérêts de la dette intérieure de 2,2% (24.135 contre 24.673 MDH) et par la hausse de celles de la dette extérieure de 11,5% (4.514 MDH contre 4.047 MDH).

Compensation

A fin décembre 2021, les émissions au titre des dépenses de la compensation ont été de 13.426 MDH contre 11.745 MDH à fin décembre 2020, en hausse de 14,3% ou +1.681 MDH.

Remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux

Les remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux ont été de 9.748 MDH contre 8.113 MDH, en hausse de 20,2% ou +1.635 MDH. Cette augmentation s'explique en grande partie par la hausse des remboursements, dégrèvements et restitutions au titre de la fiscalité domestique (9.627 MDH contre 7.996 MDH) en raison notamment de la hausse des remboursements de la TVA (8.848 MDH contre 7.286 MDH) et de la baisse des restitutions de l'IS (372 MDH contre 505 MDH).

A fin décembre 2020, les arriérés de remboursement de la TVA et les demandes de restitution de l'IS ont été respectivement de 42,2 MMDH et de 4,5 MMDH.

Remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux					
	2020	LF 2021	2021	Réalisé	Variation
1- Fiscalité domestique	7 996	6 166	9 627	156,1%	20,4%
Impôt sur les sociétés	505	436	372	85,3%	-26,3%
Impôt sur le revenu	115	83	222	267,5%	93,0%
TVA intérieure	7 286	5 556	8 848	159,3%	21,4%
Majorations de retard	90	73	185	253,4%	105,6%
Droits d'enreg. et timbre	0	10	0		
Autres	0	8	0		
2- Fiscalité douanière	117	148	121	81,8%	3,4%
Droits d'importation	17	25	26	104,0%	52,9%
TIC prod. énergétiques	73	24	84	350,0%	15,1%
TIC tabacs manufacturés	11	0	1		-90,9%
Autres TIC	0	7	3	42,9%	
TVA à l'importation	16	47	7	14,9%	-56,3%
Autres	0	45	0		
TOTAL	8 113	6 314	9 748	154,4%	20,2%

SOLDE ORDINAIRE

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, le solde ordinaire enregistré à fin décembre 2021 a été positif de 2,9 MMDH contre un solde ordinaire positif de 5,7 MMDH un an auparavant.

2.2.2- INVESTISSEMENT

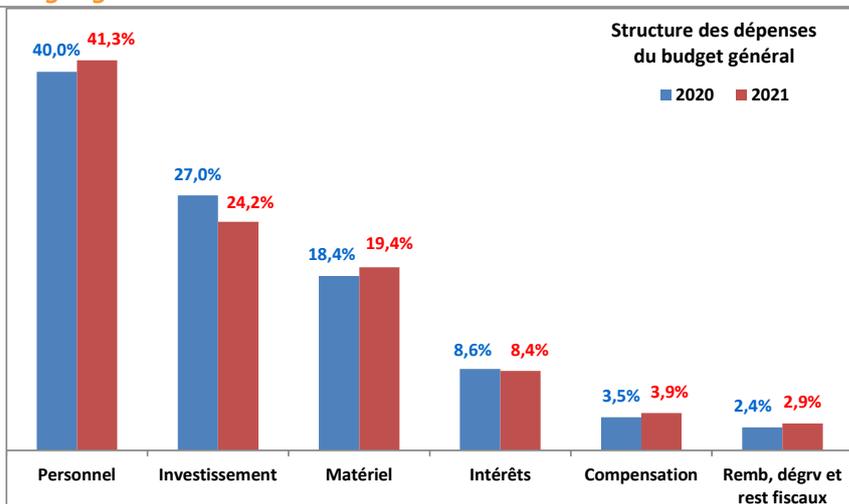
Les dépenses d'investissement émises au titre du budget général se sont établies à 82,3 MMDH à fin décembre 2021 contre 89,9 MMDH un an auparavant, en diminution de 8,5% ou -7.647 MDH, suite à la hausse des dépenses des ministères de 9,9% et à la baisse des dépenses des charges communes de 26,5%.

Les dépenses d'investissement tiennent compte du versement aux comptes spéciaux du Trésor d'un montant de 26 MMDH contre 25,1 MMDH à fin décembre 2020.

DEPENSES D'INVESTISSEMENT DU BUDGET GENERAL					
	2020	LF 2021	2021	Réalisé	Var%
Investissement total :	89 915	77 202	82 268	107%	-8,5%
1- Ministères	44 432	48 870	48 841	100%	9,9%
2- Charges communes :	45 483	28 332	33 427	118%	-26,5%
- Concours divers	25 102	22 549	25 966	115%	3,4%
- Ristournes d'intérêts	244	246	226	92%	-7,4%
- Autres	20 137	5 537	7 235	131%	-64,1%

Structure des dépenses émises au titre du budget général

L'évolution de la structure des dépenses du budget général entre fin décembre 2020 et fin décembre 2021 fait ressortir une hausse de la part des dépenses de personnel, des dépenses de matériel, des émissions de la compensation et des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux, conjuguée à la baisse de la part des dépenses d'investissement et des intérêts de la dette.



3- COMPTES SPECIAUX DU TRESOR

Les recettes des comptes spéciaux du Trésor ont atteint 129,7 MMDH. Ces recettes tiennent compte des versements reçus des charges communes d'investissement du budget général pour 26 MMDH contre 25,1 MMDH à fin décembre 2020 et d'une recette de 4 MMDH au titre de la contribution sociale de solidarité sur les bénéficiaires et les revenus instituée par la loi de finances 2021.

Les dépenses émises ont été de 114 MMDH. Elles intègrent la part des CST au titre des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux pour 3.884 MDH.

Le solde de l'ensemble des comptes spéciaux du Trésor s'élève à 15,7 MMDH.

	RECETTES ^(*)			DEPENSES ^(*)			Flux nets 2021
	2020	LF 2021	2021	2020	LF 2021	2021	
C.A.S	129 162	83 329	113 411	130 858	81 289	98 880	14 531
TVA des Coll.Terr.	28 206	28 504	33 046	25 871	28 504	28 415	4 631
Part régions (IS, IR, ...)	7 458	9 000	9 538	6 757	9 000	9 092	446
I.N.D.H	3 064	3 350	4 059	2 701	3 350	3 344	715
Soutien prix. prd.alim.	249	600	258	350	600	300	-42
F.S. Routier	2 882	2 700	3 484	2 468	2 700	2 982	502
F.D. Agricole	3 835	4 000	4 318	3 773	4 000	4 487	-169
Remploi domanial	3 877	1 520	13 598	11 231	1 520	5 416	8 182
Lutte contre chômage	1 829	1 500	2 352	1 850	1 500	1 888	464
Dons des pays du CCG	278	1 800	222	798	0	1 211	-989
Appui Cohés. Sociale	1 636	9 500	7 421	3 428	9 500	5 514	1 907
F.S. Habitat	2 001	2 000	2 229	1 797	2 000	2 399	-170
Gestion Covid-19	34 649	0	6 788	29 327	0	10 928	-4 140
Autres CAS	39 198	18 855	26 098	40 507	18 615	22 903	3 195
C. Dép. Dotation^(**)	16 318	10 801	16 236	11 877	10 801	14 680	1 556
Autres C.S.T	23	170	17	428	1 295	403	-386
TOTAL	145 503	94 300	129 664	143 163	93 385	113 963	15 701

(*) Les recettes et les dépenses des comptes spéciaux du Trésor représentent les flux de l'année. Elles ne tiennent pas compte des soldes reportés de l'année N-1 sur l'année N.

Les dépenses des CST tiennent compte des remboursements, dégrèvements et restitutions fiscaux.

(**) Comptes de dépenses sur dotation.

4- SERVICES DE L'ETAT GERES DE MANIERE AUTONOME

A fin décembre 2021, les recettes des services de l'Etat gérés de manière autonome ont été de 2.557 MDH contre 1.981 MDH à fin décembre 2020, en hausse de 29,1%.

Les dépenses ont été de 2.433 MDH à fin décembre 2021 contre 2.111 MDH un an auparavant, en diminution de 15,3%.

	Services de l'Etat gérés de manière autonome ^(*)				
	2020	LF 2021	2021	Réalisé	Variation
Exploitation :	59	0	240		306,8%
Recettes	1 823	1 913	2 279	119%	25,0%
Dépenses	1 764	1 913	2 039	107%	15,6%
Equipement :	-189	0	-116		-38,6%
Recettes	158	272	278	102%	75,9%
Dépenses	347	272	394	145%	13,5%

(*) Les recettes et les dépenses des services de l'Etat gérés de manière autonome représentent les flux de l'année. Elles ne tiennent pas compte des soldes reportés de l'année N-1 sur l'année N.

TAUX DE REALISATION DES PREVISIONS

A fin décembre 2021, les recettes ordinaires ont été réalisées à hauteur de 115,1% des prévisions de la loi de finances, les dépenses ordinaires ont été exécutées pour 101,6% et les dépenses d'investissement ont été émises pour 106,6%.

Réalisation des prévisions de la loi de finances 2021 en MDH				
	LF 2021	Décembre 2021	Taux de réalisation	Ecart
1- RECETTES ORDINAIRES	226 922	261 077	115,1%	34 155
1.1- Recettes fiscales :	201 892	223 552	110,7%	21 660
<i>Impôts directs</i>	80 712	91 195	113,0%	10 483
<i>Impôt sur les sociétés</i>	38 672	44 861	116,0%	6 189
<i>Impôt sur le revenu</i>	39 880	44 385	111,3%	4 505
<i>Impôts indirects</i>	95 604	104 694	109,5%	9 090
<i>TVA à l'intérieur</i>	30 270	31 378	103,7%	1 108
<i>TVA à l'importation</i>	36 240	42 382	116,9%	6 142
<i>Taxes intérieures de consommation</i>	29 094	30 934	106,3%	1 840
<i>Droits de douane</i>	10 837	11 852	109,4%	1 015
<i>Droits d'enregistrement et de timbre</i>	14 739	15 811	107,3%	1 072
1.2- Recettes non fiscales :	25 030	37 525	149,9%	12 495
<i>Monopole et participations</i>	17 118	10 704	62,5%	-6 414
<i>Domaine</i>	255	462	181,2%	207
<i>Autres recettes</i>	7 657	26 359	344,2%	18 702
2- DEPENSES ORDINAIRES	254 253	258 216	101,6%	3 963
2.1- Biens et services :	205 721	206 393	100,3%	672
<i>Personnel</i>	139 863	140 456	100,4%	593
<i>Autres biens et services</i>	65 858	65 937	100,1%	79
2.2- Intérêts de la dette :	28 678	28 649	99,9%	-29
<i>Intérieure</i>	24 660	24 135	97,9%	-525
<i>Extérieure</i>	4 018	4 514	112,3%	496
2.3- Compensation	13 540	13 426	99,2%	-114
2.4- Rembours, dégrèvements et restitutions fiscales	6 314	9 748	154,4%	3 434
3- INVESTISSEMENT	77 202	82 268	106,6%	5 066

DEFICIT / EXCEDENT DU TRESOR

Sur la base des recettes encaissées et des dépenses émises, la situation des charges et ressources du Trésor dégage un déficit budgétaire de 63,6 MMDH à fin décembre 2021 contre un déficit budgétaire de 82 MMDH un an auparavant.

ORDRES DE PAIEMENT EN INSTANCE DE VISA ET DE REGLEMENT

Le montant des ordres de paiement en cours de visa et de règlement a été de 9,7 MMDH à fin décembre 2021 contre 21,7 MMDH à fin décembre 2020, soit une diminution de 12 MMDH.

5- FINANCEMENT

Compte tenu d'un besoin de financement de 75,6 MMDH contre un besoin de financement de 67,6 MMDH à fin décembre 2020 et d'un flux net positif de 7,4 MMDH du financement extérieur contre un flux net positif de 42,5 MMDH un an auparavant, le Trésor a eu recours au financement intérieur pour un montant de 68,2 MMDH contre un recours au financement intérieur pour 25,1 MMDH à fin décembre 2020.

FINANCEMENT EXTERIEUR

A fin décembre 2021, le financement extérieur net a été positif de 7,4 MMDH. Les remboursements du principal de la dette extérieure ont atteint 10,3 MMDH et les tirages ont été de 17,7 MMDH, dont 8,6 MMDH auprès de la BIRD.

FINANCEMENT INTERIEUR

Le financement intérieur résulte notamment :

- du recours au marché des adjudications pour un montant net de 45,9 MMDH contre 43,6 MMDH un an auparavant ;
- de la hausse des dépôts au Trésor de 14,5 MMDH contre une baisse de 6,9 MMDH à fin décembre 2020 ;
- de la ponction sur les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib pour 984 MDH contre une reconstitution de 4.185 MDH à fin décembre 2020 ;
- et des autres moyens de financement notamment, le numéraire chez les comptables publics, les chèques remis à l'encaissement durant les derniers jours de décembre 2021 et dont le compte courant du Trésor à Bank Al-Maghrib ne sera crédité que début janvier, les avances aux régisseurs, ...

Dépôts au Trésor

Les dépôts au Trésor ont été de 88,1 MMDH à fin décembre 2021 contre 73,5 MMDH à fin décembre 2020, en hausse de 14,5 MMDH.

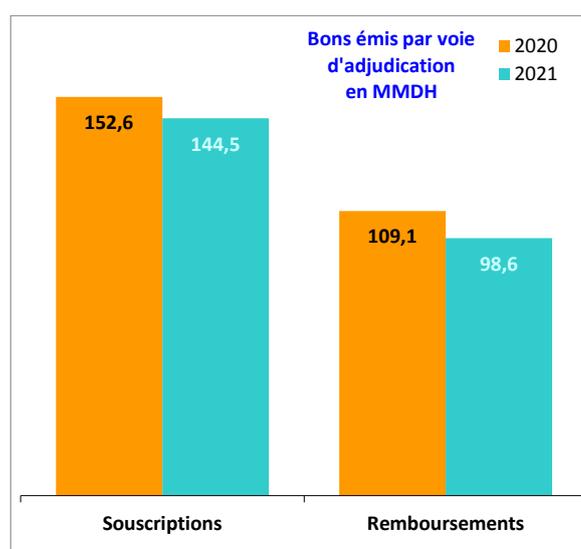
Disponibilités du Trésor

Les disponibilités du Trésor auprès de Bank Al-Maghrib ont été de 5,3 MMDH contre 6,2 MMDH en début d'exercice, compte tenu de placements de 600 MDH effectués en décembre 2021 et dont le remboursement n'intervient qu'en janvier 2022.

Dettes intérieure

S'élevant à 650,3 MMDH, l'encours de la dette intérieure est en hausse de 7,6% par rapport à son niveau à fin décembre 2020. Ceci s'explique notamment par le recours du Trésor au marché des adjudications pour un montant net de 45,9 MMDH, résultant de souscriptions pour 144,5 MMDH et de remboursements pour 98,6 MMDH contre un recours au marché des adjudications pour un montant net de 43,6 MMDH un an auparavant, résultant de souscriptions pour 152,6 MMDH et de remboursements pour 109,1 MMDH.

Encours de la dette intérieure					
	2020	Souscrip.	Rembour.	2021	Var %
Adjudications	600 741	144 471	98 580	646 633	7,6%
13 semaines	2 284,0	4 153,3	5 837,3	600	
26 semaines	7 478,6	4 428,4	10 807,0	1 100	
52 semaines	23 062,1	15 997,5	15 090,1	23 970	
2 ans	56 936,8	45 309,6	24 054,2	78 192	
5 ans	159 383,6	38 185,7	26 936,6	170 633	
10 ans	121 781,4	21 305,5	9 157,6	133 929	
15 ans	125 335,9	4 436,9	6 696,7	123 076	
20 ans	72 383,5	6 000,3	0,0	78 384	
30 ans	32 095,3	4 653,7	0,0	36 749	
Autres	3 489	5 204	4 988	3 705	6,2%
Total	604 230	149 675	103 568	650 338	7,6%



Opérations de la gestion active de la dette intérieure

A fin décembre 2021 et dans le cadre de la gestion active de la dette intérieure, le Trésor a procédé à des opérations d'échange de bons, en vue de réajuster le profil de la dette.

Ces opérations ont porté sur un montant global de 21,5 MMDH.

Maturités	Echanges	
	Remboursés	Emis
52 semaines	3 401,0	
2 ans	4 381,3	
5 ans	11 037,9	8 926,7
10 ans	2 652,0	6 795,6
15 ans		1 172,4
20 ans		1 966,7
30 ans		2 610,6
Total	21 472,2	21 472,0